

SERVICE TECHNIQUE
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES



12 Quai de Gesvres - PARIS IV^{ème}
75195 - PARIS RP
Téléphone : 01 49 96 35 51 - Télécopie : 01 49 96 37 68
@ : prefpol.dtpd-sdpse-stiic-secretariat@interieur.gouv.fr

Paris, le 7 avril 2009

Préfecture de la Seine Saint Denis
Ville de TREMBLAY-EN-FRANCE

Dossier n° : 93 R 37 00061 A
N° GIDIC : 74.6322

Rapport concernant :

AFFINE
13 rue Charles Cros
ZAC de Tremblay (ex ZAC des Petits Ponts)

Classement ICPE :

1510-1 (A) } *DAE en cours*
2925 (D) }

Bureau d'études : SD Environnement

Locataires :

. Société HEIDELBERG
. Société FRET INDUSTRIE

Inspection du : 18/03/2009 (RV pris par mail du 5/03/09)
Bordereau reçu le : 29/10/2008

Activité générale du site : Entrepôt
(6 jours sur 7, environ 20 personnes en zone
d'entreposage, 85 personnes en tout)

Site en zone inondable Action Nationale 2009 prio III.1 : délai instruction DAE Site inclus dans le programme d'inspection : Autorisation Site "Seveso" seuil haut Site "Seveso" seuil bas Site IPPC / Site BdF Site inclus dans les zones d'effet d'un établissement à risque BASOL n°
--

Objet : Observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté suite au passage en CODERST

Références :

- Courrier AFFINE du 14/10/2008 faisant part de ses observations sur le projet de réglementation.
- Rapport STIIC du 08/07/2008 : retour d'enquête publique et projet de réglementation soumis au CODERST en septembre 2008.
- Avis BSPP du 27/03/2008 (reçu en préfecture le 31/03/2008) relatif à la consultation durant l'enquête publique.
- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter reçu en préfecture le 28/11/2007 (version mise en enquête publique).

I / PRESENTATION

Cette demande d'autorisation d'exploiter concerne des bâtiments existants, construits vers 1990. Ils étaient auparavant occupés en totalité par la société HEILDEBERG pour son siège social et le stockage de machines d'imprimerie et de pièces métalliques (peu de combustibles et par conséquent non-classable sous la rubrique ICPE n° 1510).

La société AFFINE a acheté le site pour le mettre en location et a déposé en préfecture un dossier de demande d'autorisation pour les rubriques ICPE 1510-1 (A) et 2925 (D), qui a été jugé recevable après compléments dans le rapport STIIC du 20/11/2007, soumis en enquête publique en février-mars 2008, et dont le projet d'arrêt préfectoral d'autorisation d'exploiter a été soumis au CODERST le 12/09/2008.

Suite au passage devant le CODERST et conformément à l'article R.512-26 du code de l'environnement, l'exploitant a adressé au préfet ses observations relatives au projet d'arrêt préfectoral par courrier du 14/10/2008. Elles sont étudiées ci-après.

Remarques :

- Le site n'ayant jamais été classé au titre des ICPE, il s'agit d'une nouvelle demande d'autorisation, bien que les bâtiments soient existants.
- Des travaux de mise en conformité du bâtiment A avec les exigences de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 » étaient présentés succinctement, sans planning de réalisation, dans le dossier de demande d'autorisation.

En novembre 2006, l'exploitant contacté par téléphone nous a dit que ces travaux devaient débuter en mars 2007. Or dans son e-mail du 02/10/2007, AFFINE indiquait finalement une échéance de fin de travaux de « 9 mois après l'obtention de l'autorisation préfectorale »... !

=> Les travaux de mise en conformité étant prévus, cela n'empêchera pas la délivrance de l'autorisation. Toutefois, une inspection pour vérification du respect des prescriptions devra être réalisée peu après la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

II / REUNION ET INSPECTION DU 18 MARS 2009

1 / Réunion relative au projet de prescriptions techniques

Certaines des remarques émises par l'exploitant dans son courrier du 14/10/2008 étant relatives au bâti (distances d'isolement, comportement au feu et murs séparatifs des cellules...) et ne connaissant pas le site, je me suis rendue sur place le 18 mars 2009 matin.

Etaient présents les représentants d'AFFINE, du bureau d'études SD Environnement (chargé du dossier DAE), du bureau d'études APSYS (qui sera chargé de la maîtrise d'œuvre du chantier de mise en conformité), de BNP PARIBAS REAL ESTATE (gestionnaire technique/administrateur de biens), des services généraux d'HEILDEBERG [locataire du bâtiment B (bureaux uniquement) et des parties A1 et A2 (= cellule n° 3) du bâtiment A], de FRET INDUSTRIE [locataire des parties A3 (= cellule n° 1) et A3' (= cellule n° 2) du bâtiment A].

Les observations d'AFFINE relatives au projet de prescriptions techniques annexes à l'arrêt préfectoral d'autorisation d'exploiter présenté au CODERST du 12/09/2008 portent sur les points suivants (en *italique* : commentaires de l'inspection) :

• Article 7.2.1. « Inventaire »

AFFINE souhaite que la première phrase de cet article « Le stockage de matières dangereuses est interdit » soit modifié en « Le stockage de matières dangereuses est interdit au-dessus du seuil de classement (*au titre de la réglementation ICPE*) des produits et substances concernés ».

Avis du STIIC :

a/ Dans le dossier DAE mis en enquête, il y a en fait incohérence entre ce qui est indiqué :

- page 7/53 de l'étude de dangers « Le bâtiment est destiné à accueillir une activité d'entreposage et de logistique, s'appliquant à des marchandises diverses qui ne présentent pas d'autre risque que leur combustibilité »,

- page 14/39 de la partie « présentation » et page 7/53 de l'étude de dangers « Les produits dangereux, les explosifs, les produits toxiques, les produits phytosanitaires et les aérosols ne sont pas admis sur le site »,
- page 41/53 de l'étude de dangers : « Nature des produits stockés : ... en l'absence de liquides inflammables dans le bâtiment ... » ;

et ce qui est indiqué :

- page 7/53 de l'étude de dangers : « A titre d'exemple, les marchandises qui peuvent être stockées sont :
 - o des produits alimentaires secs,
 - o des boîtes de conserves,
 - o du vin (*le stockage d'alcools dont le titre alcoométrique est supérieur à 40° peut faire l'objet d'un classement sous la rubrique 2255*),
 - o des pièces détachées automobiles (*le stockage de ces produits peut être classé sous la rubrique 2662 ou 2663*),
 - o des produits pharmaceutiques (*le stockage de ces produits peut faire l'objet des rubriques 1111, 1131, 1150, 1155, 1172, 1173, etc.*),
 - o des produits cosmétiques,
 - o des textiles,
 - o de la maroquinerie,
 - o des liquides non dangereux,
 - o des fournitures de bureaux,
 - o des produits d'entretien tels que lessive, détergents... (*le stockage de ces produits pourrait faire l'objet d'un classement sous les rubriques 1131 ou 1139 ou 1173 ou 1200, etc...*),
 - o des livres, disques, cassettes,
 - o du matériel informatique (*le stockage de ces produits peut être classé sous la rubrique 2662 ou 2663*),
 - o des articles de sport (*le stockage de ces produits peut être classé sous la rubrique 2662 ou 2663*),
 - o des articles de bricolage (*des produits de bricolage tels que colles, vernis, résines... peuvent faire l'objet d'un classement sous les rubriques 1131, 1139, 1173, etc.*),
 - o du mobilier (*le mobilier en plastique peut faire l'objet d'un classement sous la rubrique 2662 ou 2663*),
 - o etc...

Cette liste n'est donnée qu'à titre indicatif et n'est pas exhaustive ».

C'est pourquoi il avait été demandé à l'exploitant entre les deux versions du dossier (voir rapport STIIC du 22/02/2007 et le courrier administratif correspondant) :

- de préciser la nature et les quantités moyennes et maximales de produits/matériaux qui seront stockés (*cela n'a pas été fait dans la deuxième version du dossier DAE*),
- d'indiquer comment il s'assurera que ses locataires respectent l'interdiction de stocker des produits dangereux (modalité et fréquence),
- de lever l'incohérence entre « produits dangereux interdits » et « possible inflammation de produits répandus sur le sol ».

b/ Les modélisations présentées dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation prennent en compte un remplissage maximum de l'entrepôt (16046 palettes soit 8023 tonnes de produits stockés) et il est précisé comme hypothèse pour la modélisation des fumées d'incendie (page 45/53 de l'étude de dangers) la répartition type suivante (qui ne reprend pas tous les produits énoncés en page 7/53 de l'étude de dangers et énumérés ci-avant, notamment pas les alcools ni les produits de bricolage) :

Désignation	Pourcentage stocké	Désignation	Pourcentage stocké
Alimentaire sec	10 %	Carton	10 %
Produits d'entretien	10 %	Textiles	10 %
Cosmétiques	10 %	Pièces automobiles	10 %
Conserves	10 %	Librairie, disques	10 %
Bois	20 %	/	/

Dans cette liste, seuls les 10 % de produits d'entretien sont susceptibles d'être des produits dangereux.

=> Je propose par conséquent de modifier l'article 7.2.1. du projet de prescriptions techniques comme suit :

« Article 7.2.1. Produits dangereux

. Article 7.2.1.1. Inventaire

Le stockage de substances ou produits radioactifs, explosifs, comburants, extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables, très toxiques, toxiques, cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereux pour l'environnement, oxydants, de produits phytosanitaires et d'aérosols est interdit.

Le stockage des substances ou produits nocifs, corrosifs, irritants, sensibilisants est autorisé, dans la limite de 10 % du stockage total, et sera effectué selon l'article 7.2.1.2. du présent arrêté.

De plus, les produits stockés pouvant faire l'objet d'un classement au titre de la réglementation ICPE le seront en quantité inférieure au seuil de classement.

L'inventaire des marchandises présentes dans l'établissement est constamment tenu à jour. Cet inventaire indique leur localisation, leur quantité et la nature des dangers.

Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses prévues dans le code du travail seront à disposition sur le site, et ce avant réception des matières.

Ces documents sont tenus à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

. Article 7.2.1.2.

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étage ou de niveau. »

• Article 7.3.1. « Implantation »

AFFINE demande que les distances d'éloignement soient celles correspondant à l'incendie d'une seule cellule et non celles correspondant à l'incendie généralisé, et signale une erreur sur la localisation de la surface interdite de tout stockage, afin de respecter la distance de 20m avec la limite de propriété.

Avis du STIIC :

L'article 4 de l'arrêté ministériel du 05/08/2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 » précise que les distances d'éloignement résultent de l'instruction de la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude de dangers.

De plus, le guide d'application de cet arrêté (version août 2006) précise qu'en cas de demande d'autorisation pour un entrepôt généraliste « en blanc » (matières stockées indéterminées), ce qui est le cas ici, ou « en gris » (exploitant inconnu), les valeurs maximales seront prises. Cela d'autant plus que l'entrepôt AFFINE est en zone urbaine (proximité d'un lycée, entreprises tierces...).

Enfin, le bâtiment existant répond aux distances d'éloignement issues de la modélisation de l'incendie généralisé.

=> L'article 7.3.1. doit indiquer " Le stockage est interdit dans l'angle est du bâtiment. Cette interdiction est rappelée dans une consigne écrite, signalée et matérialisée (marquage au sol, cloison grillagée, etc.)."

• Article 7.3.4. « Bâtiments et locaux » et article 8.1.1. « compartimentage du stockage »

AFFINE indique que pour des raisons de difficultés techniques (le bâtiment est existant), le dépassement en toiture des murs séparatifs des cellules ne sera pas fait et rappelle que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter contient une proposition de solution compensatoire, à savoir le flocage de la toiture de part et d'autre de la paroi séparative entre la partie A2 (cellule n° 3) et la partie A3' (cellule n° 2) et de la différence de niveau entre la partie A1 (cellule n° 3) et la partie A3 (cellule n° 1).

Avis du STIIC :

Une solution compensatoire est bien présentée dans le dossier de demande d'autorisation, mais de façon sommaire et dispersée :

- le flocage de part et d'autre des murs séparatifs des cellules en lieu et place du dépassement en toiture est mentionné en page 4 du résumé non technique, en page 29 de la partie « présentation », en page 48 de l'étude de dangers et en annexe 5 ;

- la propriété coupe-feu deux heures du flocage proposé n'est mentionnée qu'à l'annexe 5 ;
- l'étendue de ce flocage, à savoir 5 mètres de part et d'autre du mur séparatif, est indiquée seulement en page 9 de la partie « présentation ».

Toutefois, le remplacement du dépassement des murs séparatifs en toiture par un flocage n'a pas été identifié par la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP) lors de leur consultation durant l'enquête publique. En effet, l'avis BSPP du 27/03/2008 (reçu en préfecture le 31/03/2008) ne mentionne pas la proposition de mesure compensatoire proposée par AFFINE.

=> Je propose par conséquent de consulter la BSPP, par saisine officielle, sur la validité de la solution compensatoire proposée par AFFINE.

L'éventuelle modification des articles 7.3.4. et 8.1.1. du projet de prescriptions techniques sera ré-examinée lorsque l'inspection aura reçu la réponse de la BSPP.

• **Article 4.2.5. « Isolement avec les milieux » et article 7.8. « protection des milieux récepteurs – bassin et zone de confinement »**

AFFINE demande à ce que les termes « bassin de confinement » soit remplacé par « zone de confinement » car il n'est pas prévu de creuser un bassin puisque c'est le site (voirie, réseau) qui fera rétention, comme prévu dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Avis du STIIC :

L'objectif est que les eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie soit confinées afin de ne pas impacter l'environnement du site, ce qui sera bien le cas ici.

=> Je propose de modifier les articles 4.2.5. et 7.8. comme suit :

« Article 4.2.5. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement du réseau d'eau pluviale de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Ce système peut être confondu avec la zone de confinement mentionnée au chapitre 8.1. du présent arrêté, auquel cas sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluies et du volume d'arrosage d'un incendie majeur sur le site. »

« Article 7.8. Protection des milieux récepteurs – zone de confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, afin qu'ils soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel :

- les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une zone de confinement, étanche aux produits susceptibles d'être collectés et d'une capacité minimum de 980 m³.
- le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté dans une zone de confinement d'une capacité minimum de 313 m³, équipée d'un déversoir d'orage placé en tête.

Ces zones de confinement peuvent être confondues auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site, soit ici 1 300 m³.

Les zones de confinement sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

La vidange suivra les principes imposés par le titre 4 du présent arrêté. »

2 / Inspection du site le 18 mars 2009

La totalité du site est louée :

- HEIDELBERG occupe le bâtiment B (bureaux uniquement) et les parties A1 et A2 (= cellule n°3) du bâtiment A ;
- Les parties A3 (= cellule n°1) et A3' (= cellule n°2) du bâtiment A sont occupées par FRET INDUSTRIE.

J'ai constaté que le stockage dans les cellules n° 1 et n° 2 est volontairement limité car de nombreux emplacements sur les racks sont vides. Il y avait environ 650 m³ de marchandises diverses stockées dans ces deux cellules : de très nombreuses palettes bois en divers emplacements, produits de bricolage (colles, peintures, sacs de ciment...), du mobilier de jardin, de l'électroménager et du matériel hi-fi...

Dans la cellule n° 3, sont stockées des machines d'imprimeries neuves et anciennes (reprises des clients), ainsi qu'environ 1 m³ d'encre et 20 bidons de capacité 20 litres de lubrifiant « TOTAL - Azolle ZS 46 » sur rétention. Les machines d'imprimerie sont en métal et sont posées sur palette bois, certaines sont recouvertes d'un film plastique. De plus, environ 10 m³ de palettes en bois sont stockées contre le mur au fond de la partie A2.

=> Le seuil des 500 tonnes de matières combustibles stockées n'est pas atteint, mais le stockage de palettes en bois doit être diminué.

AFFINE respecte l'interdiction d'exploiter tant que l'arrêté d'autorisation d'exploiter ne lui aura pas été notifié.

A l'extérieur, entre la partie A3 du bâtiment et l'autoroute A104, sont stockées les bouteilles de gaz naturel (format standard 13 kg) pour les chariots de manutention de Fret Industrie. J'ai constaté la présence de 70 bouteilles (70 x 13 = 910 kg, non-classable sous la rubrique 1411-1), mais il y a de la place pour stocker jusqu'à 120 bouteilles (soit 1 560 kg, par conséquent classable à déclaration sous la rubrique n° 1411-1-c !).

Le représentant de la Société FRET INDUSTRIE m'a de plus indiqué que malgré l'extension du local de charge d'accumulateurs prévue dans le dossier de demande d'autorisation, il restera des engins de manutention alimentés au gaz et par conséquent une réserve de bouteilles de gaz naturel.

III / PROPOSITIONS

1 / Saisine de la BSPP

Saisir la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP) - Bureau Prévention, selon la saisine ci-jointe en annexe.

2 / Courrier à l'exploitant afin de l'informer des suites données à ses demandes :

- Voir les quatre encadrés du paragraphe II/ 1/ du présent rapport ;
- Attirer l'attention de l'exploitant sur le stockage de bouteilles de gaz naturel pour les chariots de manutention de son locataire Fret Industrie qui pourrait être classable sous la rubrique 1411-1-c (déclaration) et qui n'a pas été pris en compte dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

CONCLUSION

Saisine des pompiers proposée ci-dessus pour avis sur la validité de la solution compensatoire proposée par l'exploitant.

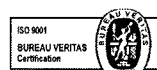
Informar l'exploitant des modifications envisagées suite à ses demandes et de l'attente de l'avis BSPP avant de finaliser les prescriptions techniques annexes à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspecteur des Installations Classées
signé

Le chef de département chargé du 93
signé

Le 02/04/2009

SERVICE TECHNIQUE
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES



Instruction des demandes d'autorisation d'exploiter
Avis sur permis de construire
Traitement des plaintes
Inspections

Paris, le 7 avril 2009

12- 14 Quai de Gesvres – Paris IV^{ème}
75195 PARIS RP

Tél. : 01 49 96 35 51 / Fax : 01 49 96 37 68

DEMANDE D'INTERVENTION DE LA BSPP

ETABLISSEMENT CONCERNE

Préfecture : **Seine-Saint-Denis**

Commune : **Tremblay-en-France**

Raison sociale : **AFFINE**

Adresse : 13 rue Charles Cros – ZAC de Tremblay

Activité : Entrepôt couvert

Dossier ICPE n° : 93 R 37 00061 A / N°GIDIC : 74.6322

MOTIF DE LA DEMANDE

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter faisant l'objet de l'avis BSPP du 27/03/2008 référencé « JFP/CJL/YB/101.16 21/02/2008 – 901463 91 », l'exploitant a proposé une mesure compensatoire afin de déroger au dépassement en toiture des parois séparant les cellules exigé par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 05/08/2002, 8^{ème} alinéa : « Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer cette protection sous réserve de justification ».

La solution compensatoire proposée est la suivante :

- séparation entre la cellule 1 (partie A3) et la cellule 2 (partie A3') :
 - flochage coupe-feu deux heures sous toiture sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre du mur coupe-feu deux heures existant,
 - mise en place, en couverture de la toiture, d'une bande de Pax-alu sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre du mur séparatif,
 - prolongation de 1 mètre en façade du mur coupe-feu existant ;
- séparation entre la cellule 3 (partie A1-A2) et la cellule 1 (partie A3) :
 - flochage coupe-feu deux heures de la différence de niveau entre ces deux cellules (environ 4 mètres) dans la continuité du mur coupe-feu existant (d'une hauteur de 8 mètres).

ELEMENTS DE REPONSE SOUHAITES

Avis de la BSPP sur la validité de la solution compensatoire proposée par l'exploitant (voir ci-dessus), éventuelles prescriptions complémentaires.

VISITE CONJOINTE ?

Non, sauf si la BSPP l'estime nécessaire.

DEMANDEUR :

STIIC

Pièces jointes :

- Rapport STIIC du 07/04/2009
- Extraits (copies) du dossier de demande d'autorisation mis en enquête publique : « AFFINE – DAE » reçu en préfecture le 28/11/2007 :
 - Paragraphe 2.4 « description du bâtiment A » de la partie 3 « présentation ;
 - Paragraphe 8 « conformité du site à l'arrêté ministériel du 05/08/2002 » de la partie 3 « présentation » ;
 - Annexe 5 « descriptif sommaire des travaux de mise en conformité ».